

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**Commune  
de Camaret-sur-Aygues**Dossier n° PA08402924N0001M01**

Date de dépôt : 16/09/2024

Affiché le 17/09/2024

Demandeur : **MANAIS IMMOBILIER**Objet : **modification du règlement du permis  
d'aménager , ajout des dispositions du PPRi  
de l'Aygues de la MEYNE et du Rieu**Adresse terrain : 100, Chemin de Rasteau  
RIGOLLE à Camaret-sur-Aygues (84850)

**Dossier instruit par le Pôle des autorisations du droit  
des sols de la Communauté de communes Aygues  
Ouvèze en Provence  
Lydie MARTIN Pôle ADS / CCAOP - 04 90 29 46 10**

**ARRÊTÉ 2024-URBA-307  
accordant un permis d'aménager MODIFICATIF  
au nom de la Commune de Camaret-sur-Aygues**

**Le Maire de Camaret-sur-Aygues,**

Vu la demande de permis d'aménager modificatif présentée le 16/09/2024, par SASU MANAIS IMMOBILIER, représentée par Monsieur FEBVE Philippe demeurant , 703 Chemin du Raisin à MORIERES-LES-AVIGNON (84310) ;

Vu l'objet de la demande :

- Pour la modification du règlement du permis d'aménager , ajout des dispositions du PPRi de l'Aygues de la MEYNE et du Rieu dans le règlement du lotissement ;

- Sur un terrain situé 100 Chemin de Rasteau à Camaret-sur-Aygues (84850) ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Plan de prévention des risques naturels inondation (PPRI) concernant le bassin versant de l'Aygues, de la Meyne et du Rieu approuvé le 24 février 2016 ;

Vu le règlement de la zone JAUNE du Plan de prévention des risques naturels inondation susvisé ;

Vu le Plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 13/12/2016, opposable le 22/12/2016 et modifié le 07/12/2017 , le 22/01/2020 et le 15/06/2023;

Vu le règlement de la zone 1AUc du Plan local d'urbanisme ;

Vu les Orientations d'Aménagement annexées au Plan Local d'Urbanisme ;

Vu le permis initial référencé PA08402924N0001 accordé le 13/05/2024 ;

Vu les courriers de la Préfecture de Vaucluse en date du 21/06/2024 et 18/07/2024

Vu le règlement du lotissement (PA10A) qui intègre les dispositions relatives à la zone inondable (les planchers finis seront implantés **au minimum à 0.20 m au-dessus de la cote de référence**).

VU le plan de composition PA4 sur lequel figure le Poteau d'incendie N°0073 . (le PI figurait déjà sur le PA4 du PA initial)

## ARRÊTE

### Article 1

Le permis MODIFICATIF est ACCORDE.

### Article 2

Les nouvelles pièces ci-annexées annulent et remplacent ceux du permis d'aménager d'origine susvisé.

Les prescriptions antérieures restent applicables.

Le présent arrêté ne proroge pas le délai de validité du PA initial qui est fixé à 3 ans à compter de sa délivrance.

Fait à Camaret-sur-aigues, le 17/09/2024

Le Maire,

Philippe de BEAUREGARD



### INFORMATIONS :

**ARCHEOLOGIE** : Toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie devra être déclarée sans délai au Maire de la commune, conformément à l'article L.112-7 du code de la construction et de l'habitation, ainsi qu'à l'article 47 du décret n°2002-89 du 16/01/2002.

**RISQUE SISMIQUE** : la Commune est classée en zone 3 pour le risque sismique correspondant à un risque modéré. Les architectes, maîtres d'œuvre et constructeurs doivent tenir compte sous leur propre responsabilité des règles de construction parasismique.

**REGLES DE DROIT PRIVE** : l'attention du pétitionnaire est attirée sur l'obligation qui lui est faite de respecter les servitudes de droit privé qui relèvent du Code civil, et non de la présente autorisation d'urbanisme

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet, il peut saisir le Tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le Tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

#### **Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.\* 424-17 du Code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 5 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.\* 424-21 à R.\* 424-23 du Code de l'urbanisme, l'autorisation peut être prorogée pour deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la Mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

#### **Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au Maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la Mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19 du Code de l'urbanisme, est disponible à la Mairie, sur le site internet urbanisme du Gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers** : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les Tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du Code des assurances.

*Envoyé en Préfecture le 18-09.2024*

**Acte certifié exécutoire**  
**Dès sa réception en**  
**Préfecture le :**  
**Et/ou sa publication le**

